

> CORRIGÉ

Situation

Depuis que Kevin a créé sa page sur le réseau social « AllConnected », il a une quantité importante d'amis et diffuse de nombreuses informations sur ses goûts, ce qu'il fait, les groupes qu'il fréquente... Avec son nouveau téléphone connecté à Internet, il peut afficher sa position géographique sur sa page. Tous ses amis peuvent suivre en temps réel ses déplacements et le retrouver s'ils en ont envie. Mais depuis peu, lorsqu'il passe dans une rue, il reçoit souvent un SMS de la société « AllConnected » avec une offre promotionnelle d'un magasin à proximité.

Kevin se pose des questions quant à l'utilisation de ses informations par les propriétaires du site et ne se rappelle pas avoir donné son accord pour une telle utilisation.

Doc. 1

Les autorités compétentes ont voté fin 2010 une résolution visant à adopter un instrument international contraignant sur le respect de la vie privée et la protection des données personnelles. Une conférence intergouvernementale devrait se tenir au plus tard en 2012 pour en dessiner les grandes lignes.

Principal risque : le croisement des données

« Les différences de culture entre les continents rendent difficile l'entente sur les questions de vie privée et de protection des données personnelles », note Olivier Proust, avocat aux barreaux de Paris et Bruxelles. D'où la nécessité d'élaborer une convention internationale reconnaissant des standards internationaux relatifs à la protection de la vie privée et des données personnelles. La principale menace provient du développement combiné de la nanoinformatique, de la géolocalisation, des réseaux sociaux et de la biométrie, qui véhicule des risques de croisement des données personnelles.

Bruxelles veut renforcer la protection de nos données

À l'échelle européenne, l'essor des moyens de communication et des réseaux sociaux, notamment Facebook, ont incité la Commission européenne à proposer une révision de la directive de 1995 sur la protection des données personnelles. « L'objectif est de l'adapter aux progrès technologiques et ainsi garantir une meilleure protection des individus au sein de l'Union européenne », explique Olivier Proust. « Les individus devraient toujours pouvoir accéder à leurs données, les effacer ou les bloquer, sauf s'il y a des raisons légitimes, prévues par la loi, pour les en empêcher », note la Commission dans une communication du 4 novembre 2010. [...]

Doc. 2

Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, modifiée par la loi du 6 août 2004

Article 7 - Un traitement de données à caractère personnel doit avoir reçu le consentement de la personne concernée ou satisfaire à l'une des conditions suivantes :

- 1° le respect d'une obligation légale incombant au responsable du traitement ;
- 2° la sauvegarde de la vie de la personne concernée ;
- 3° l'exécution d'une mission de service public dont est investi le responsable ou le destinataire du traitement. [...]

Doc. 3

Google « Street View » : la CNIL a prononcé une amende de 100 000 euros

La société Google procède depuis plusieurs années à la collecte massive de données techniques sur les réseaux Wi-Fi, aux fins d'offrir des services de géolocalisation, notamment les services Google Maps, Street View et Latitude. La Commission a mené une série de contrôles sur place, afin de vérifier la conformité de ces traitements à la loi « Informatique et Libertés ».

Ces contrôles ont révélé divers manquements comme la collecte de données Wi-Fi à l'insu des personnes concernées et la captation de données dite « de contenu » (identifiants, mot de passe, données de connexion, échanges de courriels). La CNIL a donc mis en demeure la société Google en mai 2010, de régulariser sa situation. Estimant que Google n'avait pas répondu à ses demandes dans les délais impartis, la formation contentieuse de la CNIL a prononcé à l'encontre de la société, le 17 mars 2011, une amende de 100 000 euros.

www.cnil.fr

> Analyser (6 points)

- 1 Quelles sont les normes juridiques envisagées pour mieux protéger les données personnelles ? Quels sont les objectifs recherchés ? (2 points)

Deux types de normes sont envisagés pour encadrer l'utilisation des données personnelles :

- le traité international permettra une harmonisation entre les différents états signataires.
- le droit de l'Union Européenne qui, par l'intermédiaire d'une directive, fixera les objectifs à atteindre pour les différents états membres.

Ces normes sont nécessaires, car dans le domaine d'Internet, les données circulent au-delà des frontières et ne sont plus contrôlables par le droit national.

- 2 À quelles conditions ces normes s'appliqueront-elles en droit interne ? (2 points)

- Le traité international nécessite une ratification et il faut vérifier que la Constitution lui soit conforme. Si ce n'est pas le cas, il faudra modifier la Constitution avant la ratification.
- La directive européenne doit être transposée en droit national, par le biais de lois ou de décrets, qui eux-mêmes devront être conformes à la Constitution.

- 3 Quel sera le rôle de la Commission Nationale Informatique et Libertés dans ce dispositif juridique ? (2 points)

La CNIL est une Autorité Administrative Indépendante spécialisée dans le domaine de l'informatique et des libertés. Elle pourra contrôler l'application de la réglementation internationale et européenne.

De plus, la CNIL complétera la législation dans ce domaine : par ses décisions et/ou avis, elle précisera les normes créées par le législateur, afin qu'elles s'appliquent facilement aux secteurs de l'informatique et des libertés.

> Argumenter (14 points)

- 4 La France pourrait-elle prévoir que l'utilisation des données personnelles soit entièrement libre, afin de favoriser le commerce électronique ? Justifiez votre réponse. (2 points)

Une telle loi ne serait pas possible, car elle serait contraire à la directive de 1995 sur la protection des données personnelles. Selon le principe de hiérarchie des normes, le droit européen est supérieur aux lois nationales, ces lois doivent respecter les directives européennes.

- 5 Qualifiez la situation. (3 points)

Kevin est l'utilisateur d'un service informatique mis à sa disposition par la société « AllConnected ». Ses données personnelles sont utilisées à des fins commerciales alors qu'il n'y a pas consenti.

- 6 Identifiez la règle juridique applicable. (3 points)

La règle juridique applicable est la loi de 1978, modifiée par la loi du 6 août 2004 stipulant que pour réaliser un traitement de données personnelles, il faut l'accord de la personne concernée.

- 7 Que pensez-vous de la situation de Kevin ? (3 points)

Si Kevin n'a pas donné son accord pour une telle utilisation de ses données personnelles, alors la société « AllConnected » ne peut effectuer un tel traitement.

- 8 Expliquez à Kevin l'intérêt du droit lorsqu'il encadre l'utilisation des données personnelles. (3 points)

Le droit encadre l'utilisation des données personnelles de façon à éviter que leur collecte et leur recoupement ne puissent porter atteinte aux droits des personnes auxquelles elles appartiennent. Le droit permet alors d'assurer une certaine régulation, en rétablissant un équilibre entre les individus et les grands groupes disposant de moyens techniques importants pour collecter et traiter des informations personnelles. Le droit traduit ici des valeurs collectives, comme le droit à la liberté individuelle, en protégeant la vie privée des citoyens.